

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

FRANÇAIS SUR

Extrait de la publication

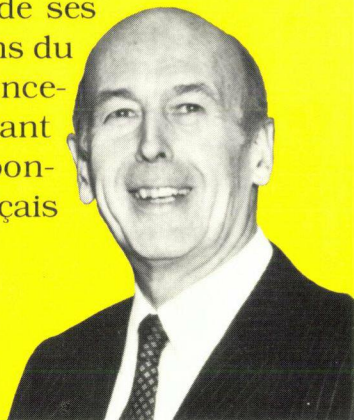
FLAMMARION

*Dans ce livre, Valéry Giscard d'Estaing, loin des polémiques et des partis, tire de son expérience et de ses réflexions des propositions pour le futur de la France.*

“Je retrouve aujourd’hui la vie et les activités quotidiennes comme si je ne les avais pas quittées, et avec elles le grand courant porteur qui traverse les saisons, les plantes, les animaux, les êtres, et, tout au bout, moi-même...”

Mon espoir est que l’opinion française choisisse d’entrer dans son histoire future, lorsque la parenthèse actuelle sera refermée, à partir d’une vision située dans son avenir, et non à partir de ses affrontements ou de ses frustrations du présent. C’est l’objet de ce livre : concevoir un dessein national conciliant la générosité et l’efficacité et répondant aux aspirations de deux Français sur trois.

Je veux servir la cause d’une France libérale et réconciliée.”





# DEUX FRANÇAIS SUR TROIS

## DU MÊME AUTEUR

**DÉMOCRATIE FRANÇAISE, 1976, Fayard.**  
**L'ÉTAT DE LA FRANCE, 1981, Fayard.**



VALÉRY GISCARD D'ESTAING

DEUX FRANÇAIS  
SUR TROIS

FLAMMARION

Avec le soutien du



[www.centrenationaldulivre.fr](http://www.centrenationaldulivre.fr)

© Flammarion, 1984.

*Printed in France*

ISBN : 9782081302402



*Que mon pays, à la semblance  
du beau Phénix, s'il meurt un soir  
le matin voie sa renaissance.*

d'après Guillaume APOLLINAIRE

*Ne vous souvenez plus d'autrefois,  
ne songez plus aux choses passées,  
voici que va se faire du nouveau  
qui apparaît déjà. Ne le voyez-vous pas ?*

Livre d'ISAÏE, XLIII, 18 et 19



## SOMMAIRE

INTRODUCTION . . . . .	9
CHAPITRE I : Demain, la renaissance . . . . .	43
CHAPITRE II : La tentative et les obstacles . . . . .	47
CHAPITRE III : Peut-on arrêter la décadence historique de l'Europe ? . . . . .	71
CHAPITRE IV : La liberté peut-elle être un principe d'or- ganisation de la société moderne ? . . . . .	103
CHAPITRE V : Le libéralisme politique et le pluralisme . . .	115
CHAPITRE VI : Vers la démocratie en temps réel . . . . .	131
CHAPITRE VII : La montée des valeurs de la femme . . . . .	147
CHAPITRE VIII : Le pouvoir et les Français . . . . .	155
CHAPITRE IX : La démocratie autorégulée . . . . .	171
CHAPITRE X : La libération des forces créatrices . . . . .	181
CHAPITRE XI : Le problème central : l'éducation . . . . .	215
CHAPITRE XII : La réconciliation historique des Fran- çais . . . . .	231
CHAPITRE XIII : La vie des sociétés sans objet . . . . .	255
CHAPITRE XIV : L'attente d'une nouvelle civilisation . . . . .	263



## INTRODUCTION

Le livre *Démocratie française* a été écrit au pouvoir, pendant que j'exerçais la fonction de président de la République.

Celui-ci est écrit loin du pouvoir, dans la solitude et dans la réflexion, et dans le calme de la merveilleuse campagne française que l'hiver a dessinée en fins traits noirs et où maintenant les jeunes pousses commencent à verdir la transparence des bois.

Mon objectif n'est pas de raconter le passé. Sans doute le ferai-je plus tard. Mais ce passé est encore trop près de nous pour qu'il soit possible de tremper sa plume dans la seule encre qui convienne aux Mémoires, et qui est l'acide décapant de la vérité. La plupart des acteurs sont toujours en scène. Il ne serait pas convenable de publier ce qu'ils m'ont écrit, m'ont dit ou m'ont fait savoir, car lorsqu'ils le faisaient ils s'adressaient davantage à ma fonction qu'à moi-même. Ces éléments viendront compléter, le moment venu, les touches de leur portrait, tel que continue de le composer tous les jours l'impressionnisme de l'actualité.

Mon intention n'est donc pas de raconter le passé, mais

de témoigner pour éclairer l'avenir, à l'aide de ce que j'ai vécu et de ce que j'observe aujourd'hui. Si l'expérience, déjà difficile à communiquer d'un être à l'autre, et davantage encore d'un être à un peuple, possède une chance d'être utile, c'est en nous faisant mieux voir la route ouverte devant nous, indécise, cahoteuse, mais cependant prévisible à partir du trajet déjà parcouru, fait de lignes droites, de virages ou d'ornières.

Les élections présidentielles ont eu lieu, voici près de trois ans. Les Françaises et les Français ont choisi, à une courte majorité, de prendre une autre voie que celle que je leur proposais. Si je pense que leur choix, quoique parfaitement légitime, n'était conforme, lorsqu'on le prend dans sa totalité et sa durée, ni à l'intérêt de la France ni à leur propre intérêt, j'éprouve une sorte de fierté qu'ils aient pu le prononcer ; qu'ils aient été libres de choisir dans un monde où si peu d'hommes, si peu de peuples ont le pouvoir de déterminer leur sort ; qu'ils se soient prononcés sans qu'aucune pression ne s'exerce sur eux, autre que celle de la parole, avec sa puissance de suggestion et aussi de déformation ; et même, ce qui n'est pas un paradoxe, qu'ils aient pu faire un choix que je crois erroné, signe dans lequel Baudelaire aurait aperçu l'expression ultime de la liberté.

\*  
\* \*

Les motifs de ce choix ont été et seront analysés par les spécialistes, puis par les historiens. Pour moi, dans l'enchevêtrement des effets et des causes, dans le brouhaha qui accompagne et interprète le succès ou l'échec, je retiens trois motifs qui ont été déterminants : le goût traditionnel des Français pour le changement, les effets de la crise

économique, et la pression idéologique accumulée depuis treize ans.

En premier lieu, le besoin de changement était profondément ressenti. Ce besoin est permanent chez les Français et leur fait presque toujours préférer la recherche de la nouveauté à ce qu'ils connaissent déjà. Or nous vivions une période où pendant vingt-trois ans le gouvernement avait été assumé par une même moitié de la France. Et le goût du changement venait buter, en ce qui me concerne, sur l'obstacle d'un nouveau contrat à conclure pour sept ans encore, après sept années d'exercice du pouvoir.

Ensuite les effets de la crise économique, laquelle tendait vers son point le plus bas puisque l'économie américaine venait de replonger dans la récession, étaient ressentis individuellement sous la forme de la hausse des prix et du chômage, et collectivement sous celle du ralentissement de la croissance. L'une et l'autre avaient pour effet de réduire à un mince filet, dans tout le tissu social, le flux des satisfactions nouvelles qui irriguait depuis les années d'expansion chacune des catégories sociales, et auquel celles-ci s'étaient habituées au point de les considérer comme un dû.

Enfin la pression idéologique s'était concentrée progressivement depuis 1968 dans les secteurs pilotes de l'éducation et de l'information ; elle avait convaincu une proportion importante des intellectuels, tentés depuis longtemps par ses idées ; puis, renforcée par une démagogie qui ne lésinait pas sur les moyens, et qui utilisait comme arguments toutes les déceptions entraînées par une crise dont elle continuait pourtant à nier l'existence, elle avait peu à peu gagné ou ébranlé une large partie de l'opinion.

A ces causes se sont ajoutées les données politiciennes de la campagne du premier tour, où l'ensemble des candidats a concentré ses critiques sur le président sortant. Les téléspectateurs entendaient ainsi neuf critiques pour une

seule réponse. La convergence de ces critiques, émanant de groupes de sensibilités différentes, les faisait résonner comme des vérités. Qui n'entend qu'un son de cloche le juge pour ce qu'il vaut, mais qui entend un carillon le prend pour de la musique. Et l'électeur a formé ainsi son jugement au fil de la campagne électorale, pris entre la convergence des arguments et la montée de son désir de changement.

On voit qu'à la différence de 1974 le vrai débat, celui qui permet d'argumenter le choix et de situer exactement l'enjeu de l'élection, c'est-à-dire la comparaison réfléchie entre deux propositions de gouvernement définies par leurs moyens et par leurs objectifs, n'a pas eu vraiment lieu.

Or, dans les circonstances où nous nous trouvons, ce débat était essentiel car il comportait, comme on a pu le vérifier par la suite, une option fondamentale entre deux systèmes de pensée, l'un libéral et l'autre marxiste, ou plutôt socialo-étatiste, entre deux conceptions de l'organisation de la société, et entre deux attitudes culturelles.

Ce débat, s'il avait eu lieu, aurait permis à l'opinion publique de savoir si elle éprouvait une préférence réelle et durable pour l'un ou l'autre de ces systèmes, et si elle en acceptait les conséquences aisément prévisibles. Il aurait d'ailleurs conduit à perfectionner ces deux propositions, en les ajustant de plus près aux données sociologiques récentes, à l'évolution des mentalités et aux aspirations concrètes que l'opinion aurait exprimées.

Je ne dis pas que l'issue des élections aurait été nécessairement différente, mais son interprétation eût été plus claire, et le mandat donné au nouveau pouvoir pour faire évoluer ou transformer la société eût été plus nettement défini, ou au contraire contenu dans des limites précises.

\*  
\* \*



Mais les Français n'écoutaient plus, ou du moins n'entendaient plus. Leurs oreilles étaient fermées. Cela restera comme la singularité de cette période. La France était entrée dans un psychodrame depuis l'automne de 1980, jalonné par des événements apparemment divers, et qui avaient déclenché des réactions en vagues sourdes et prolongées.

J'en citerai quelques exemples : les suites de l'odieux attentat contre la synagogue de la rue Copernic ; l'importance donnée par la presse d'opposition et les instituts de sondage à la candidature du fantaisiste Coluche ; l'échec du président Carter et l'élection du président Reagan, l'un ébranlant le mythe de l'invincibilité du président sortant, l'autre créant dans certains milieux l'espoir d'une poussée vers la droite ; les campagnes de calomnie ou de dénigrement souvent contredites par la seule évidence, et auxquelles j'avais décidé, sans doute à tort, de ne pas répondre ; des incidents aussi minimes, mais décodés en termes symboliques, que la panne d'un moteur de l'avion de ligne que nous empruntions pour aller passer la soirée de Noël avec nos compatriotes antillais ; les fluctuations brusques et, en ce qui me concerne, descendantes des sondages d'opinion.

Ce psychodrame avait déplacé la faculté de perception des Français de la partie consciente du raisonnement vers des réactions ou des aspirations de caractère intuitif ou affectif. Rarement l'argument a pesé d'un moindre poids ; il irritait au lieu de convaincre.

J'ai aperçu pour la première fois la probabilité de l'échec dans la bibliothèque des appartements privés de l'Élysée. C'est une pièce située au premier étage, le long de la rue de l'Élysée. Je l'avais fait décorer de la même tenture verte que la bibliothèque de l'appartement du ministère des Finances, parce que, au début de mon installation dans

cette nouvelle maison que je ressentais comme distante et impersonnelle, j'avais cherché à conserver autour de moi le bien-être des années antérieures, en recréant le décor et l'atmosphère d'un endroit où je m'étais senti presque parfaitement heureux. C'était au mois de décembre. Je me tenais debout dans l'angle de la fenêtre. La lumière entrevue sur la façade d'en face, de l'autre côté d'un petit jardin à la terre brune, dénudée par l'hiver, était froide et plate. J'avais apporté depuis mon bureau le journal du soir qui publiait chaque mois la cote de popularité du président de la République et du Premier ministre : quatre points de moins pour V.G.E. (40 % de satisfaits, 46 % de mécontents), quatre points de moins pour Raymond Barre (27 % de satisfaits, 57 % de mécontents). J'ai eu le sentiment d'un vide creusé autour de moi, comme si la pièce était soudain désertée, et imprégnée d'un silence laineux. Rien de ce que j'avais pu dire ou faire dans les semaines précédentes, pourtant chargées en discours, en voyages ou en réunions, n'avait donc accroché l'opinion pour ralentir le glissement des chiffres. Je me suis dit que c'était ainsi que d'autres rencontraient la maladie ou le malheur : un sentiment de vide et d'inexorabilité, sur lequel rien n'a plus de prise. J'ai regagné mon bureau pour reprendre le cours du travail, car il restait bien entendu à se battre.

Quelle était l'origine de ce psychodrame ? Sur le moment, j'ai pensé qu'il avait été sinon déclenché, car ses racines étaient plus profondes, du moins largement amplifié par la brusque poussée du chômage enregistrée à l'automne de 1980, et dont les statistiques ne nous ont fait mesurer l'importance qu'avec un retard de plusieurs semaines. Cette poussée du chômage, ressentie par de nombreux jeunes qui venaient d'achever leur formation et qui cherchaient pour la première fois un emploi, faisait perdre sa valeur de crédibilité à notre raisonnement économique, au

moment même où la situation recommençait à se détériorer.

La gravité du second choc pétrolier, provoqué par les événements d'Iran qui avaient entraîné une hausse nouvelle et massive des prix, passant des environs de seize dollars à trente-cinq dollars le baril, tenait à son caractère répétitif : les mêmes explications peuvent difficilement être écoutées deux fois. Pourquoi une opinion déjà lasse, et travaillée par les arguments de la démagogie niant constamment l'existence de la crise, consentirait-elle à reprendre les mêmes efforts alors que les résultats de ceux qu'elle avait déjà accomplis venaient d'être remis en question par un événement fortuit ? Cette perte de confiance dans la valeur de l'argument économique, allant même jusqu'à une forme de rejet, déplaçait le champ du débat : l'heure était venue des perceptions instinctives et irrationnelles.

Un de mes amis, analysant un soir cette évolution, alors que nous dînions tous les trois avec Anne-Aymone, les rideaux fermés, dans la lumière jaune des soirées d'automne, lui a donné la formulation qui me paraît la plus juste : « Les Français se sont dit : “ Il faut essayer autre chose ! ” Quand ils sont malades et qu'un remède ne les a pas rapidement soulagés, ils vont chercher dans leur armoire à pharmacie, et ils en essaient un autre. Face à la deuxième crise économique de 1980-1981, qu'ils ont ressentie comme une rechute, ils ont choisi d' “ essayer autre chose ”. »

\*  
\* \*

A ce déplacement du débat vers les réactions instinctives et affectives au détriment des arguments rationnels, il y avait, je crois, une raison plus profonde, dont l'importance

grandissait dans la sensibilité française. C'était la contradiction et donc la tension qui existaient entre une société travaillée au fond d'elle-même par une évolution puissante et rapide, apparemment aveugle mais obéissant à ses propres lois, et l'apparente rigidité des institutions et des attitudes politiques.

A cet égard, mai 1981 était bien un cousin lointain de mai 1968. Il est important de le comprendre si l'on veut éviter un contresens : de même que les événements de 1968 se sont déclenchés en dehors du pouvoir, apparemment tranquille et sûr de lui, de même les réactions de mai 1981 n'étaient pas uniquement liées à l'élection présidentielle, mais représentaient le point d'arrivée d'une évolution souterraine, un remous qui se formait sur lui-même, comme l'œil d'un cyclone.

J'avais observé depuis longtemps la force de ce courant de changement. Je pensais que s'il heurtait certaines de nos habitudes et certains de nos instincts, s'il bousculait et parfois blessait même certaines de nos traditions, y compris mes profonds attachements personnels, il portait aussi en lui des forces de progrès, de renouvellement et d'ajustement à un nouvel état du monde. Qu'il fallait donc agir en tenant compte de son existence, non pour le subir aveuglément ou le flatter, mais pour rechercher un dialogue de compréhension réciproque permettant aux flux de la nouveauté d'irriguer et de fertiliser les structures permanentes de notre société. Je n'aurais pas été élu en 1974 si je n'avais pas choisi délibérément la formule du « changement sans le risque ». Et il apparaîtra sans doute que l'anomalie historique, celle qui donnait la chance de modifier le cours des choses, a été mon élection en 1974, et non le succès de François Mitterrand en 1981.

Ce changement en profondeur s'est poursuivi pendant mon septennat. Il était devenu visible pour chacun de nous,

Le temps déchiffrera lentement l'avenir. Il nous fera traverser soit de nouveaux déchirements, dans lesquels continuera de s'épuiser au bout de notre péninsule euro-asiatique notre civilisation déclinante, soit une période où nous verrons émerger des capacités et des volontés, une poussée de la vie permettant de franchir une nouvelle étape du progrès de l'espèce humaine.

Il est clair que nous n'avons aucune chance d'atteindre ce second résultat par la division de nos forces. Nous n'en aurons ni les moyens humains ni les ressources matérielles.

Mais si nous rassemblons nos efforts, si nous acceptons de nous considérer comme un ensemble unique aux prises avec l'extérieur et avec le futur, nous faisons grandir la possibilité de progresser à nouveau et de devenir un espace inventif, créatif, heureux du progrès de l'humanité.

J'ai écrit intentionnellement « heureux ». Ce mot est absent des grands débats conceptuels. Et peut-être est-il celui qui exprime l'appel le plus lancinant, le cri timide qui monte aux lèvres de ceux qui cherchent à dire simplement ce qu'ils attendent de la vie quotidienne et des responsabilités confiées à leurs lointains dirigeants : ce qu'ils attendent et craignent de ne jamais recevoir.

Deux Français sur trois acceptant de parler, dans le soir devenu paisible, du sort commun de leur pays.

11 février 1984.

**Si vous souhaitez réagir  
sur ce projet, vous pouvez m'écrire :  
19, rue François-1<sup>er</sup>, 75008 Paris**

*Achevé d'imprimer en avril 1984  
sur presse CAMERON,  
dans les ateliers de la S.E.P.C.  
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

**N° d'Édition : 10138. N° d'Impression : 693.  
Dépôt légal : février 1984.  
*Imprimé en France***